

**MARCHÉ PUBLIC**  
MARCHÉ DE FOURNITURES

# L'achat d'un analyseur Intelliflex DRSE

**Cahier des clauses administratives  
particulières (CCAP)**

Consultation n°











2026PAPETDEJRE

## SOMMAIRE





1.	DÉFINITIONS .....	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	5
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	7
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	9
8.	LITIGE ET SANCTIONS .....	15
9.	FIN DU CONTRAT .....	16

*Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.*

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	L'achat d'un analyseur Intelliflex DRSE
	Acheteur	Université Paris Est Créteil
	Type de contrat	Marché ordinaire de fournitures
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	Vaccine Research Institute (VRI), Bâtiment de Recherche Biomédicale (BRB), 1er étage, sis au 8 rue du Général Sarrail, 94010 CRETEIL Cedex
	Délai	4 ans
	Développement durable	Clause sociale - Clause environnementale - Critère environnemental
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 1000$
	Variation des prix	Fermes
	Nature des prix	Prix forfaitaires

# 1. DÉFINITIONS

 <b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 <b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 <b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 <b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## PREAMBULE - CONTEXTE

### ■ Contexte :

Le VRI Créteil (U955-VRI) souhaite remplacer l'analyseur BioPlex-200 (Bio-Rad) utilisé actuellement pour les dosages Luminex x MAP de sa plateforme protéomique et de la plateforme dosages biomarqueurs de l'IMRB. Cet instrument ne sera plus commercialisé à partir de fin 2025, et sa maintenance sera arrêtée dans 5 ans.

L'objectif est donc :

- D'assurer la continuité de service pour les dosages Luminex réalisés pour l'équipe U955-VRI Y. Lévy et la plateforme Dosage Biomarqueurs de l'IMRB.
- D'acquérir un analyseur plus récent, performant et pérenne compatible avec les kits x MAP actuels et futurs.
- D'améliorer la capacité d'analyse multiplexe, la reproductibilité et la traçabilité des résultats.

### ■ Description générale du besoin

Le système recherché doit permettre la quantification simultanée de plusieurs analytes (protéines, cytokines, biomarqueurs, etc.) à partir d'un faible volume d'échantillon, en utilisant la technologie Luminex x MAP basée sur des billes fluorescentes codées.

L'instrument devra :

- Être entièrement compatible avec les kits Luminex existants.
- Permettre la double détection (dual reporter) pour la mesure simultanée de deux signaux par bille.
- Être évolutif et supporté par le constructeur pendant au moins 10 ans.

# CLAUSES ADMINISTRATIVES

---

## 2. OBJET DU CONTRAT

---

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : L'achat d'un analyseur Intelliflex DRSE

L'achat d'un analyseur Intelliflex DRSE s'inscrit dans un processus de remplacement de l'analyseur Bioplex-200 (qui ne sera plus commercialisé fin 2025 et dont la maintenance s'arrêtera dans 5 ans) pour un analyseur plus récent et plus performant afin de générer les résultats des dosages Luminex réalisés pour l'équipe Lévy mais également pour le compte de la plateforme "Dosage Biomarqueurs" de l'IMRB.

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **Vaccine Research Institute (VRI), Bâtiment de Recherche Biomédicale (BRB), 1er étage, sis au 8 rue du Général Sarraill, 94010 CRETEIL Cedex.**

#### ■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et le DPGF (Décomposition du Prix Global et forfaitaire)
- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

### 2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université Paris Est Créteil**, représenté par Karine Bergès, Présidente.

#### Adresse et coordonnées :

Pôle Achats  
61, avenue du Général du Gaulle  
Créteil  
94100 Créteil Cedex

#### ■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

#### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures** (fournitures courantes).

#### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

### 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

#### ■ Délais d'exécution :

Le délai d'exécution des prestations est fixé à **4 ans**.

La durée du contrat comprend une période initiale d'un an destinée à l'acquisition et à l'installation du matériel, suivie d'une période supplémentaire d'un an (1) dédiée aux prestations de maintenance.

**Cette période de maintenance est renouvelable par tacite reconduction, sans que la durée totale du contrat ne puisse excéder trois années.**

### 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

#### 5.1. Prix du contrat

#### ■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

#### ■ Variation des prix :

Les prix de l'acquisition sont fermes et non révisables.

Les prix de la maintenance prévues au contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La **formule de variation** utilisée est  $P = P_0 \times [P_n = P_{m_0} * (I_n / I_{m_0})]$ .

P = prix révisé

P<sub>0</sub> = prix initial

I<sub>0</sub> = valeur de l'index au mois M<sub>0</sub>

I<sub>m</sub> = valeur de l'index pour le mois de référence

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index	Libellé de l'index
SYN	Syntec (sociétés assujetties à la tva)

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'index pour le mois requis. En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

#### ■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

#### ■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## 5.2. Conditions de paiement

#### ■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50,000.00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 5% (option B du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois. Si le montant des sommes à régler est inférieur au montant de l'avance à rembourser, l'avance est remboursée de manière progressive.

#### ■ Paiement des membres du groupement :

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

#### ■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

- Numéro de SIRET de l'Université Paris-Est Créteil : **19941111700013**
- Code service : **FACTURES\_SUR\_ENGAGEMENT**
- Le numéro d'engagement obligatoire : inscrit sur le bon de commande transmis par le pouvoir adjudicateur (numéro sous le format 4500xxxxxxx)

- Numéro du marché : Inscrit dans l'acte d'engagement obligatoire
- Numéro de la TVA intracommunautaire de l'UPEC : **25 199411117**

**Au-delà- de l'année de garantie légale prévue aux CCAG -FCS**, la facturation se fera sur une base annuelle avec émission d'un bon de commande couvrant spécifiquement la maintenance.

#### ■ Périodicité des paiements :

Les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations.

#### ■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

#### ■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

#### ■ Retenue de garantie :

Les règlements sont diminués d'une retenue de garantie d'un taux de **5.0%** calculée sur le montant TTC des prestations.

Le taux de la retenue de garantie passe à 3,0% si le fournisseur est une PME. Les montants ainsi prélevés sont restitués au titulaire à la fin du délai de garantie sauf réserves formulées et non levées par l'acheteur.

Le titulaire peut en cours d'exécution du contrat demander le remplacement de la retenue de garantie par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues à l'article R2191-36 du Code de la commande publique.

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

### 6.1. Conditions de réalisation des prestations

#### ■ Emballage :

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Dans la mesure du possible, le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables, à privilégier la livraison en vrac plutôt qu'en unité distincte.

Les emballages restent la propriété du titulaire qui prend en charge leur réutilisation ou recyclage.

#### ■ **Modalités de livraison :**

Le délai de livraison de l'appareil commence à courir à compter de la date de notification du présent marché au titulaire. À compter de cette date, le titulaire dispose d'un délai maximum d'un (1) mois pour livrer l'appareil conformément aux spécifications du marché. Aucun délai, engagement ou obligation de livraison ne peut être exigé avant ladite notification.

Conformément à l'article 21 du CCAG, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

Chaque livraison s'accompagne d'un bon de livraison qui détaille notamment : la date d'expédition, la référence du contrat, l'identification du titulaire et des fournitures livrées.

#### ■ **Stockage des fournitures :**

Le stockage des fournitures est effectué dans les locaux et sous la responsabilité de l'acheteur.

#### ■ **Transport :**

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

## **6.2. Vérification des prestations**

#### ■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

#### ■ **Opérations de vérification des fournitures :**

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications lors de la livraison des fournitures. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, le bon est rectifié et signé par les personnes en charge de la livraison pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.



### 6.3. Développement durable

#### ■ Clause sociale :

Le titulaire garantit que les personnels intervenant sur site (installation, mise en service, maintenance) disposent :

- de formations adaptées à la prévention des risques professionnels,
- des équipements de protection individuelle nécessaires,
- de conditions de travail conformes aux règles d'hygiène et de sécurité.

#### ■ Clause environnementale :

Le titulaire s'engage à fournir un équipement présentant une consommation énergétique optimisée. Il transmettra, lors de la livraison, les données relatives à la consommation en veille, en fonctionnement standard et en fonctionnement intensif, ainsi que toute information utile permettant une utilisation éco-responsable de l'appareil.

### 6.4. Autres stipulations

#### ■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une **solution technique innovante** en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

#### ■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 7.1. Obligations courantes du titulaire

#### ■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un

délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### ■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### ■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;

- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### ■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### ■ **Réparation des dommages :**

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ **Sous-traitance :**

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

## **7.2. Obligations liées à la sécurité**

#### ■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## CLAUSES TECHNIQUES

### 1. CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS

■ Obligations techniques et opérationnelles :

Permettre une quantification en MFI des signaux mesurés par l'Intelliflex puis leur transformation en concentration à l'aide d'un logiciel dédié.

Permettre la mesure de deux signaux par bille (dual reporter)

■ Spécifications techniques :

L'appareil devra respecter à minima les exigences ci-dessous énumérées

Domaine	Exigences techniques minimales
Technologie	Système de détection à billes fluorescentes codées (xMAP Luminex).
Principe de détection	Cyrtométrie en flux à double laser (532 nm + 405 nm).
Capacité de multiplexage	Analyse d'au moins 500 analytes simultanément.
Format d'échantillons	Plaques 96 ou 384 puits.
Volume par puits	< 100 µL recommandé.
Sensibilité	≤ 1 pg/mL selon les kits.
Reproductibilité intra- et inter-essai	CV ≤ 10%.
Interface utilisateur	Écran tactile intégré avec logiciel dédié compatible Windows 10/11.
Export des données	Formats CSV, XML, LIMS-compatible.
Traçabilité / RGPD	Logiciel conforme RGPD et intégrant un audit trail (identifiants opérateurs, logs).
Calibration & maintenance	Kit de calibration et de validation inclus. Maintenance annuelle par constructeur agréé.
Sécurité	Conformité CE / marquage RUO.
Dimensions	Encombrement inférieur à 80 x 60 x 70 cm.
Alimentation	220 V monophasé.
Connectivité	USB / Ethernet pour liaison réseau sécurisé.

### 8. VÉRIFICATION DES PRESTATIONS

■ Réception et contrôle des prestations :

Installation et mise en service par la société Luminex en présence du responsable de la machine.

## 9. DÉTAIL DES PRESTATIONS

---

### ■ Livraison, installation et formation

Le titulaire assure la livraison, l'installation et la mise en service complète du matériel sur le site du U-955 VRI. Il prend en charge les essais de bon fonctionnement et fournit un rapport d'installation validé par l'U955-VRI/Université.

Une formation à l'utilisation et une formation à la maintenance de premier niveau seront assurées sur site pour au moins trois agents par la société Luminex. Des supports pédagogiques et un manuel utilisateur en français est fourni par le titulaire. Une formation à l'analyse des résultats avec le logiciel fourni par la société retenue sera assurée également sur site pour au moins trois agents.

### ■ Garantie et maintenance

L'équipement et ses accessoires sont garantis au minimum 12 mois à compter de la réception définitive. La garantie couvre les pièces, la main-d'œuvre et déplacements et inclue une visite de maintenance préventive avant son expiration

Au-delà du délai légal de garantie, le titulaire s'engage à proposer un contrat de maintenance sur 3 ans couvrant **à minima** :

Maintenance préventive : une visite annuelle incluant nettoyage, calibrations, vérifications et mises à jour des logiciels internes et correctives.

Maintenance corrective : intervention sur site sous 8 jours ouvrés maximum après signalement, pièces et main-d'œuvre incluses selon les offres de maintenance proposées par Luminex.

Maintenance évolutive : intégration des mises à jour logicielles majeures, correctifs et adaptations nécessaires à la compatibilité des systèmes d'exploitation et des kits Luminex. Le titulaire propose une maintenance évolutive en option.

Le prestataire propose des délais d'interventions économiquement avantageuse dans son offre.

**Le titulaire chiffre la maintenance préventive sur la durée d'un (1) renouvelable trois (3) fois.**

### ■ Support technique et mises à jour logicielle

Le titulaire assure un support technique gratuit et illimité pendant toute la période de garantie et de maintenance. Le support est accessible par téléphone ou courriel les jours ouvrés, avec un délai de réponse à préciser selon les offres de maintenance proposées par Luminex en cas de panne.

Les mises à jour des logiciels de pilotage et de traitement des données sont incluses pour une durée minimale de quatre (4) ans au-delà des 12 mois en lien avec le contrat de maintenance mis en place. Elles comprennent les évolutions de version, les correctifs et la compatibilité inter logicielle. Les données générées doivent pouvoir être exportées dans des formats ouverts et pérennes.

### ■ Suivi de performance et disponibilité

Un taux de disponibilité annuel supérieur à 95 % est attendu. Tout temps d'arrêt consécutif à une panne, hors maintenance planifiée, sera pris en compte dans le calcul du taux de disponibilité.

Le non-respect des délais d'intervention et de remise en état des engagements contractuels entraîne des pénalités.

L'instrument est déclaré indisponible lorsque, sans faute du Bénéficiaire et en dehors des opérations de maintenance préventive, son usage est rendu impossible, soit par le fonctionnement défectueux de l'un de ses accessoires ou d'un dispositif qui est inclus, soit par le défaut de fonctionnement de l'un des logiciels faisant partie de cet instrument.

Ce taux est défini par la formule suivante :

$$T = 100(1-T1/T2) \text{ exprimé en \%}$$

Dans laquelle :

T1 représente la somme des durées d'arrêt définies au paragraphe « Mesure de la durée d'arrêt » sur la période de mesure considérée (annuellement).

T2 représente la durée d'utilisation annuelle effective de l'instrument.

L'ensemble des opérations de livraison, installation, maintenance et support doivent être tracées et documentées. Les interventions donneront lieu à un rapport remis à l'Université

Conformément à l'article 14.2 du CCAG Fournitures courantes et services, un matériel est indisponible lorsque son usage est rendu impossible. L'indisponibilité débute :

- Dans le cas d'une maintenance sur le site, au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire.
- Dans le cas d'une maintenance chez le titulaire, au moment de la remise de l'élément défaillant au titulaire.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition à l'acheteur des éléments en état de marche.

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'acheteur la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés ci-après.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités.

#### ■ **Pièces détachées et consommables**

Le titulaire garantit la disponibilité des pièces détachées et consommables captifs pendant une durée minimale de huit (8) ans à compter de la réception définitive de l'équipement. Toute indisponibilité prolongée de pièce essentielle entraînera la mise en œuvre de la garantie équivalente ou du remplacement de l'appareil.

#### ■ **Développement durable et emballage**

Le titulaire veille à réduire l'impact environnemental des prestations en privilégiant des matériels économes en énergie, des emballages recyclables ou réutilisables, et des moyens de transport à faibles émissions. Les emballages doivent être étiquetés en français et repris par le fournisseur après livraison.

Le Titulaire fait met tout en œuvre pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre du Marché Subséquent, notamment :

- En traitant les déchets liés à la fabrication, au conditionnement et au transport des matériels pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- En proposant des matériels économes en énergie et / ou en fluides ;

- En proposant des matériels constitués de matériaux recyclables
- En proposant des moyens de transport respectueux de l'environnement.

## 10. LITIGE ET SANCTIONS

### 10.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule <math>P = V \times R / 1000</math>.</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité  V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable  R : nombre de jours calendaires de retard</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du contrat.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.</p>
Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations de maintenance	<p>Toute intervention de maintenance préventive avec plus de 24 heures de retard par rapport au planning et obligation, est sanctionnée par une pénalité d'un montant égal à :</p> <p>150 euros HT (CENT CINQUANTE EUROS) par jour de retard. Le nombre de jours de retard est apprécié de façon calendaire.</p> <p><b>150.00 €</b></p>
Pénalités sur le taux de disponibilité	<p>Si le taux de disponibilité d'un équipement est inférieur à 98% sur trois mois glissants une pénalité d'un montant égal à 150 euros HT (CENT CINQUANTE EUROS) par tranche de 24h est applicable.</p> <p><b>150.00 €</b></p>

### 10.2. Autres stipulations

#### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

#### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure

restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

#### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

**Tribunal Administratif de Melun**  
43, rue du Général de Gaulle  
Case postale n° 8630  
77008 Melun Cedex  
Téléphone : 01 60 56 66 30  
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr  
Télécopie : 01 60 56 66 10  
Site internet : <http://www.telerecours.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 11. FIN DU CONTRAT

---

#### ■ Propriété intellectuelle :

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

#### Titularité des droits

Le titulaire demeure entièrement propriétaire de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents à l'équipement, aux logiciels embarqués, aux documentations techniques, aux schémas, aux méthodes et à tout élément protégé par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle.

#### Droits concédés à l'acheteur

Le titulaire accorde à l'acheteur, à titre non exclusif et pour la durée de vie de l'équipement, une licence d'utilisation couvrant :

- l'usage normal de l'appareil,
- l'installation,
- les mises à jour logicielles nécessaires,
- l'accès aux données produites par l'équipement,
- les opérations de maintenance prévues au marché

Cette licence est gratuite et comprise dans le prix d'acquisition.

#### Maintenance et accès aux informations techniques

Le titulaire s'engage à fournir toutes les informations nécessaires à l'exploitation et à la maintenance contractuelle, y compris celles protégées par un droit de propriété intellectuelle lorsque cela est indispensable, sans transfert de propriété.

Ces informations ne peuvent être utilisées que dans le cadre du présent marché.

#### Restrictions

L'acheteur s'interdit toute reproduction, diffusion ou modification des éléments protégés, sauf ce qui est nécessaire à l'exécution du marché et à l'usage courant de l'appareil.



## **Données produites par l'équipement**

Les données générées par l'équipement lors de son utilisation appartiennent exclusivement à l'acheteur public.

Le titulaire ne peut y accéder ni les utiliser sans autorisation expresse.

## **Garanties du titulaire**

Le titulaire garantit l'acheteur contre toute action en contrefaçon relative à l'équipement, aux logiciels, à la documentation ou à tout élément fourni dans le cadre du marché.

En cas de revendication, le titulaire prendra en charge intégralement la défense, les dommages éventuels et, si nécessaire, remplacera l'équipement ou le logiciel par une solution équivalente et conforme.

### **■ Résiliation pour motif d'intérêt général :**

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

### **■ Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

### **■ Garantie :**

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie d'une durée de 12 Mois.

### **■ Régime de la garantie :**

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire effectue les mises au point et réparations demandées dans le délai fixé par l'acheteur dans l'ordre de service. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

### Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 42 du CCAG



### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Légifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)